



## **Déclaration de l'UNSA-EDUCATION Au CTPD du lundi 09 février 2009**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Depuis la rentrée, les enseignants et les personnels de l'Education Nationale font entendre leurs revendications pour améliorer le service public et s'opposer aux décisions dites gestionnaires qui ne cessent de l'affaiblir. La récente action du 29 janvier et surtout son succès montrent l'ampleur des inquiétudes, des attentes ainsi que du « ras-le-bol » des personnels.

Le Ministre Darcos, après une période d'attaques régulières, a sans doute compris que les personnels étaient inquiets. Il multiplie les déclarations. Les lycées ne devraient pas perdre de postes, la sédentarisation de 3000 postes RASED est revue, seules 1500 postes seraient concernées, à l'écouter, les moyens d'encadrement seraient maintenus.

Le ministre se veut rassurant mais la réalité est là :

Dans le budget, l'Education nationale subit 13 500 suppressions d'emplois. L'asphyxie de l'école publique est confirmée...D'année en année les mots forts deviennent difficiles à trouver pour qualifier les évolutions budgétaires. Quand on met en regard, les 400 millions d'euros qu'on entend ainsi économiser avec les largesses faites aux banques, ni les parents, ni les jeunes, ni leurs enseignants ne comprennent...

Dans le premier degré, l'addition est lourde. Toutes les académies sauf une (la Guyane) connaissent des retraits d'emplois alors que le ministère prévoit 14 000 élèves de plus. Malgré tous les artifices de présentation, les chiffres des dotations sont en baisse comme en attestent les documents remis.

Il faut ici évoquer la situation particulière des RASED. La « sédentarisation » annoncée de 3000 postes apparaît bien pour ce qu'elle est : il s'agit pour la rentrée 2009 de trouver 3000 enseignants pour les classes des écoles, car 3000 enseignants partant à la retraite ne seront pas remplacés. Pour le SE-UNSA le recul partiel du ministre sur cette question est un premier résultat important de la

mobilisation. Pour autant, le SE-UNSA, qui a fait du maintien des aides spécialisées sa priorité, ne peut s'en satisfaire. Par ailleurs, les 1500 postes « affectés en surnombre » devront être repris ailleurs compte tenu de ce qui a été voté par le Parlement. Déjà, cette année, pour rogner sur la dépense, on a gelé la liste complémentaire des concours PE et on fait appel à des vacataires de façon ponctuelle dans plusieurs académies. Nous le dénonçons.

A tous ces retraits, vont s'ajouter ceux de 3000 stagiaires PE2 soit un quart de moins qu'en 2008. Ce sont 750 ETP d'enseignement qui disparaissent. Nous serons attentifs à ce que ce ne soit pas l'occasion de la remise en cause du régime des décharges des directeurs tel qu'il a été défini en 2006. Nous veillerons, tout autant, à la situation des maternelles.

L'UNSA-EDUCATION constate que les restrictions budgétaires nationales concernant la rentrée scolaire 2009 ont de lourdes conséquences pour notre département (- 6 ETP). En effet à l'issue du groupe de travail que vous avez réunis le mardi 3 février 2009, vous proposez plus de 52 fermetures de postes pour seulement 23 ouvertures.

Vous proposez le redéploiement de 29 postes de RASED et poursuivez, comme vos prédécesseurs la création d'écoles sans directeur en proposant 4 nouvelles directions uniques.

L'UNSA-EDUCATION, constate que vous proposez la fermeture de 8 classes maternelles pour aucune ouverture. La scolarisation des élèves de deux ans va poursuivre sa régression et sera inférieure à 17% à la rentrée 2009.

L'UNSA-EDUCATION, ne peut accepter vos propositions de carte scolaire pour la rentrée 2009. Les conditions de travail, d'enseignement et d'accueil des élèves vont une nouvelle fois fortement se dégrader.